

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

24 juin 2021

**RESPECT DES PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE - (N° 4239)**

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 686

présenté par  
Mme Ménard

-----

**ARTICLE 24 BIS**

Supprimer cet article.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

23e position au classement PISA.  
34e place sur 50 aux classements PIRLS.  
Classée derrière l'Albanie au classement TIMSS.

Ces positions sont l'expression d'un déclassement scolaire français. Les confinements successifs n'ont fait que niveler par le bas le niveau des élèves. Avant de s'occuper d'améliorer la mixité sociale au sein des établissements scolaires, il serait préférable de s'occuper du niveau des élèves.

D'autre part, Hugo Micheron dans sa thèse récemment publiée sous le titre *Le djihadisme français. Quartiers, Syrie, prisons* montre que les difficultés socio-économiques ne sont ni la cause ni l'origine de la radicalisation islamique en France.

Dans un entretien avec le quotidien *Libération*, l'auteur précisait ainsi : « On a, dans certains cas, voulu lier l'attrait pour le jihadisme à des enjeux de marginalisation socio-économiques, et dans d'autres, aux particularités du contrat social républicain français. Certains y ont vu l'expression d'une forme de revanche sociale portée par des exclus musulmans. Or la géographie des "départs" ne se superpose pas à la question des banlieues. Au niveau local, certains territoires sont massivement touchés tandis que d'autres, pourtant très proches et similaires, ne le sont pas. A Trappes, dans les Yvelines, 85 habitants sont partis en Syrie ou en Irak entre 2012 et 2018. Tandis que la ville voisine de Chanteloup-les-Vignes, qui connaît les mêmes difficultés économiques, n'en compte aucun. Le jihadisme ne peut être réduit ni aux spécificités du régime français de la laïcité ni à des facteurs de classes. Il doit être analysé à l'aune des évolutions démocratiques à l'échelle de l'Europe et doit faire l'objet d'une analyse à la croisée des sciences sociales et religieuses. »

Il rappelle donc que le point commun entre toutes les personnes qui sont parties combattre aux côtés de l'État islamique en Syrie était avant tout d'être proches de milieux salafistes.